

Compétitivité acquise et capacité d'adaptation : l'agriculture pampéenne face à la crise

Guillermo Hillcoat, Martine Guibert

► **To cite this version:**

Guillermo Hillcoat, Martine Guibert. Compétitivité acquise et capacité d'adaptation : l'agriculture pampéenne face à la crise. Cahiers des Amériques Latines, Université Paris 3, Institut des Hautes Etudes de l'Amérique Latine (IHEAL / Université Paris 3), 2002, 3 (41), pp.91-104. halshs-00632990v2

HAL Id: halshs-00632990

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00632990v2>

Submitted on 15 Nov 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

COMPÉTITIVITÉ ACQUISE ET CAPACITÉ D'ADAPTATION : L'AGRICULTURE PAMPÉENNE FACE À LA CRISE

GUILLERMO HILLCOAT* & MARTINE GUIBERT**

RÉFLÉCHIR SUR L'IMPACT POSSIBLE, à moyen terme, de la crise et du nouveau contexte macro-économique sur le secteur agricole, suppose d'évaluer les conditions dans lesquelles celui-ci se trouvait à la fin 2001. Si, en effet, l'économie argentine est entrée en récession durant le dernier trimestre 1998, après avoir souffert plusieurs chocs externes dont la dévaluation de la monnaie brésilienne en février 1999, l'agriculture pampéenne a maintenu le dynamisme qu'elle a connu durant la décennie 1990 et qui lui aura permis de doubler sa production. Les progrès de la compétitivité du secteur grains sont inégaux et, de manière corollaire, les transformations structurelles et les nouvelles méthodes de production ont induit des modifications socio-économiques dans la structure agraire. Par ailleurs, si la réforme libérale a été favorable à l'agriculture, l'inefficacité du secteur public se traduisant par une pression fiscale accrue, a créé des problèmes de rentabilité évidents.

Dans cet article, nous allons replacer l'évolution du secteur grains dans la perspective des années 1990, puis nous présenterons l'impact probable de la nouvelle politique suite à la crise monétaire et financière déclenchée par la dévaluation et la « pesification » décidée début 2002.

LES ANNÉES 1990 : STABILISATION MACRO-ÉCONOMIQUE ET BOND EN AVANT DE LA PRODUCTION DE GRAINS

Le bond en avant de la production et de la productivité dans le secteur grains a été possible grâce à la conjonction de deux facteurs: premièrement, dans un

* MCF, Université Paris I Panthéon-Sorbonne, ledes (hillcoat@univ-paris1.fr)

** MCF, Université de Toulouse-Le Mirail, Dynamiques rurales (martine.guibert@univ-tlse2.fr)

contexte de stabilité macro-économique et de monnaie forte, les changements macro-économiques et sectoriels vont inciter les exploitants à s'équiper et avoir recours aux intrants, type fertilisants et produits chimiques; le second facteur déterminant est l'introduction des innovations technologiques et agronomiques, comme le semis direct et les OGM. Mais les effets négatifs ont particulièrement déstabilisé la frange des petits et moyens producteurs, peu à même de résister à la pression fiscale et à l'endettement.

Les effets de la stabilisation

La réforme économique mise en œuvre au début de la décennie 1990 (libéralisation externe – ouverture – et interne – dérégulation et privatisations) a eu des effets mitigés mais, assez positifs, sur l'agriculture argentine et, plus particulièrement, sur le secteur grains pampéen. Tout en générant parfois des situations sans issue pour les producteurs les plus fragiles, deux catégories de mesures ont cependant œuvré favorablement : les nouvelles conditions fiscales et financières, et l'amélioration de la logistique.

En vigueur depuis une cinquantaine d'années sur les céréales et oléo-protéagineux, les taxes à l'exportation ont été supprimées presque intégralement. Elles pénalisaient les producteurs, oblitérant sensiblement les avantages comparatifs et introduisant de fortes distorsions dans l'allocation des ressources dans l'économie argentine. En mars 1991, leur taux atteignait encore 8 % pour le maïs, 13 % pour le soja et le tournesol, et 7 % pour les huiles et tourteaux. Puis, en octobre 1992, elles ont été supprimées et seules les graines de soja et de tournesol étaient imposées à l'exportation à hauteur de 3,5 %.

Parallèlement, la diminution des droits de douane et la suppression des contingents sur les importations ont permis aux producteurs d'accéder à des prix avantageux à la technologie et aux intrants. Cet effort d'intensification de la production a été soutenu par l'augmentation du crédit agricole (libellé en dollars), offert par le Banco Nación et par les banques privées, celles-ci proposant des prêts moins nombreux et plus chers. Il est estimé qu'un tiers de chaque campagne est financé par le secteur bancaire, un deuxième tiers par le secteur commercial et le dernier tiers par les fonds propres des producteurs.

Ces réformes structurelles se sont traduites par un rapprochement des prix internes des prix internationaux, les producteurs percevant un plus fort pourcentage du prix FOB (par exemple 94 % pour le blé pour la période 1994-1996 contre 74 % pour la période 1985-1990).

D'autre part, la dérégulation dans les transports, en matière de gestion portuaire et de commercialisation des produits agricoles, a été accompagnée par des investissements privés considérables dans la logistique et les infrastructures. Alors que, du fait de complications et de l'obsolescence de certains matériels, les coûts de transport terrestre (routiers et ferroviaires) restent élevés, et que le projet de voie fluviale sur le Paraná n'a pas été pleinement réalisé, le fret et les coûts portuaires d'expédition ont, pour leur part, été sensiblement améliorés.

Ainsi, entre mars 1991 et décembre 2001, au-delà des difficultés ressenties par des producteurs à la trésorerie fragilisée, un nouveau cadre macro-économique se maintient qui a permis d'établir une certaine stabilité, de rendre le marché plus transparent et de développer une modernisation évidente du

secteur agricole et agroalimentaire. Cette nouvelle donne repose tout d'abord sur la stabilité de la monnaie (parité fixe peso/dollar), synonyme de possibilité de prévision. L'élimination des taxes sur les exportations s'insère dans le processus de moindre intervention de l'État qui consiste à ne plus exercer de contrôle sur la commercialisation agricole (démantèlement des organismes d'État tels les *Juntas nacionales de granos y de carne*), à procéder à une décentralisation et à la privatisation des infrastructures de transport (ferroviaire), de stockage et d'expédition portuaire. Gain de temps et optimisation des équipements débouchent sur une diminution significative des coûts portuaires et du fret maritime. De la même manière, l'ouverture aux investissements étrangers de l'agro-industrie entraîne une profonde modernisation et l'agrandissement des installations de transformation, de stockage et d'exportation, pour atteindre des économies d'échelle significatives (Ferrés, 2002), compte tenu que le secteur travaille avec des *commodities* à très faible valeur ajoutée.

Le secteur de la production huilière (huiles et sous-produits obtenus par trituration du soja et du tournesol principalement) est particulièrement symbolique de cette phase de déploiement agro-industriel. Son développement, porté en aval par l'existence d'un marché international en expansion, va stimuler en amont la production de graines oléo-protéagineuses qui, elle-même, permet le maintien du blé (du fait de la double culture blé-soja). Cette nouvelle « Révolution des Pampas » repose ainsi sur l'incorporation de technologies performantes en fin de filière (agro-industries et terminaux portuaires) mais, aussi, en début de filière, par les producteurs.

Un palier franchi dans la « troisième Révolution des Pampas »

Faisant suite à la « première Révolution des Pampas » intervenue à la fin du XIX^e siècle (première mise en valeur des terres) et à la « deuxième Révolution » déployée à partir des années 1970 (« agriculturisation » avec l'utilisation accrue d'intrants, une mécanisation poussée et l'introduction de semences améliorées), la « Révolution » actuelle franchit un cap dans les années 1990 avec l'incorporation soutenue de technologies, un accès plus ample au crédit bancaire public et privé, et un rôle très important du crédit commercial des agro-fournisseurs.

À partir de la décennie 1990, la tendance observée durant les quinze années antérieures d'une expansion de la surface destinée à la production de grains se renforce. La surface allouée à l'agriculture progresse au détriment de l'élevage bovin ; les rendements à l'hectare, à la fois en céréales et en oléagineux croissent rapidement, amenant, à la fin de la décennie, à un bond de la production de soja.

Depuis le milieu des années 1980, alors que les surfaces emblavées augmentaient de 2,5 % par an environ, les rendements se sont accrus de 2,8 % par an en moyenne, tous grains confondus.

Les surfaces pampéennes cultivées sont de l'ordre de 25 Mha. Les rendements atteignent désormais les meilleurs niveaux mondiaux pour le soja (26 qt/ha), ou ils les approchent (maïs : 57 qt/ha ; tournesol : 18 qt/ha ; blé : 27 qt/ha). Ainsi dopée, la production agricole totale a quasiment doublé, passant de 35 Mt environ, à la fin des années 1980, à plus de 60 Mt en 1999, près de 65 Mt en 2000 et 62 Mt en 2002 (avec un pic à 68 Mt en 1998 et 2001). Le soja est la culture-phare de cette expansion agricole, sa production ayant

triplé entre le début et la fin de la décennie 1990 (production de 30 millions de tonnes environ en 2002). Le tournesol, repoussé sur les terres pampéennes plus arides du Sud-Ouest, passe de 3 Mt, en moyenne par an au début des années 1990, à plus de 6 Mt en 1998, avant de revenir à 3 Mt en 2002 (prix internationaux déprimés). Le blé retrouve le niveau de 15 Mt en 1999 et, après avoir atteint 17,5 Mt en 2001, la récolte a sensiblement diminué en 2002. Enfin, le maïs se maintient à 17/18 Mt (Muñoz, 2002). Quant à l'élevage bovin, le déclin du cheptel renvoie à la baisse du prix de la viande bovine, ce qui stimule la mise en culture de pâturages dans les zones d'élevage traditionnelles (terres pampéennes de l'Ouest), et à des difficultés de commercialisation (chute des exportations et diminution de la consommation nationale).

Certes, l'évolution des différentes cultures a été influencée par les signaux des prix venant des marchés internationaux. Néanmoins, les changements dans les conditions de production, l'utilisation de nouveaux intrants, de nouvelles techniques agronomiques et l'augmentation de l'échelle de production dans les exploitations, combinées avec la maîtrise des coûts de production, ont renforcé la tendance à l'augmentation de la production totale et, dans certains cas, ont contré une évolution défavorable des prix internationaux. De plus, l'utilisation croissante de ces nouveaux moyens de production techniques et chimiques (intrants, machinerie, silos-tunnels de plein champ) accompagne l'adoption du semis direct (semis sans labourage au préalable). Ainsi, l'agriculture pampéenne est caractérisée par cinq évolutions remarquables :

L'effort de modernisation du parc de machines et d'équipements est soutenu et les ventes enregistrent une forte progression en particulier durant les années de prix internationaux favorables, avant de se tasser à partir de 1998.

L'augmentation de l'utilisation des fertilisants est spectaculaire, avec une croissance annuelle de 38 % entre 1991 et 1996, à la faveur d'une évolution favorable du rapport prix des fertilisants/prix des grains, qui est divisé par deux pour les trois engrais principaux par rapport au prix du blé. Les quanti-

TABLEAU N° 1 : VENTES DE MACHINES AGRICOLES (EN UNITÉS)

Années	Tracteurs	Moissonneuses	Équipements d'irrigation	Semoirs Semis direct
1990	4 742	1 120	–	–
1991	3 400	760	–	–
1992	4 871	415	–	1 043
1993	5 192	344	97	1 786
1994	6 393	1 011	188	2 757
1995	4 615	662	137	1 462
1996	7 720	1 276	381	1 100
1997	7 601	1 252	–	1 900
1998	5 925	1 156	–	–

Source : Obschatko et Estefanell, 2000

tés de fertilisants utilisés à l'hectare sont passées de 9 à 33 kg/ha entre 1991 et 1997, c'est-à-dire + 24 % par an (Reca et Parellada, 2001). D'autres enquêtes donnent des estimations plus importantes: l'utilisation des intrants concernerait 65 % de la production de blé et 72 % de celle du maïs, contre respectivement, 28 % et 13 % en 1993 (Mora et Araujo, 2000). Par la suite, malgré la chute des prix des céréales, l'utilisation de fertilisants a continué à augmenter, certes à un taux plus modeste: + 2,5 % par an entre 1996 et 1999. Selon certaines estimations, pour l'année 1999, 60 % de la culture du blé et 50 % de celle du maïs ont eu recours aux fertilisants; il est intéressant de noter aussi la diffusion de fertilisants dans l'implantation de pâturages annuels et pérennes dans les surfaces réservées à l'élevage et, principalement, à l'engraissement. Ceci reflète une tendance à l'intensification, aussi, dans l'élevage bovin permettant de dégager des terres en faveur de l'agriculture. En résumé, en 1991, la demande de fertilisants était de 300 000 tonnes; en 1996 (campagne record), elle a atteint 1,655 million de tonnes et elle a ensuite faiblement décliné lors des années de mauvais prix pour les grains (campagnes 1997 et 1998). En conséquence, les surfaces semées avec du blé et du maïs ont diminué, de même que les doses moyennes de fertilisants utilisées par hectare. Néanmoins, le marché a trouvé un plancher minimum à 1,5 million de tonnes. 1,8 million de tonnes de fertilisants ont été utilisés en 2001, soit 6 fois plus qu'en 1994.

En ce qui concerne les produits phytosanitaires, on assiste depuis les années 1970 à une large diffusion, principalement des herbicides. En effet, l'évolution du marché des pesticides se fait en faveur des herbicides et au détriment des insecticides. Ce changement dans la structure de la demande découle de l'essor de la production de grains dans la région pampéenne et suit principalement l'expansion de la culture du soja et de la double culture blé/soja qui, en intensifiant l'exploitation des sols, provoque la diffusion accélérée des herbicides. Cette tendance est renforcée pendant les années quatre-vingt-dix à la fois par l'augmentation de la surface allouée au soja, par la pratique du semis direct et, surtout, par la diffusion massive des semences OGM. Le marché des phytosanitaires passe de 500 millions de dollars en 1994 à plus de 900 millions de dollars en 1997. À l'instar de ce qui est arrivé avec les engrais, l'utilisation des phytosanitaires a bénéficié de la diminution du rapport prix des pesticides/prix des grains. Ce rapport a fortement baissé pendant les premières années de la décennie 1990 pour se stabiliser par la suite. On peut constater aussi la diminution du prix moyen en dollars courants des produits phytosanitaires qui passent de près de 9 dollars l'unité (kg, l), en 1994 à 4,30 dollars en l'an 2000.

Pour les semences, il faut remarquer le bond enregistré dans l'utilisation des OGM principalement dans la culture du soja. En effet, pour la campagne 1996-1997, il n'y avait que 50 000 hectares emblavés en OGM, soit moins de 1 % du total. L'année suivante, ce pourcentage est de 20 %; en 1998-1999, il est de 73 % pour arriver en 2000-2001 à 90 % du total. Pour les producteurs, la combinaison des semences OGM avec le semis direct représente des économies substantielles en termes de labourage des champs et d'utilisation d'intrants. Ainsi, la marge brute a augmenté de 15 % avec la culture du soja OGM.

Enfin, concernant la pratique du semis direct, sa progression a été très rapide, en particulier ces dernières années. Elle concernait un demi-million

d'hectares pour la campagne 1991-1992, et près de 3 millions d'hectares en 1995-1996. Elle dépasse les 7 millions d'hectares pour la campagne 1998-1999, soit 32 % de la surface totale sous culture. Aujourd'hui, environ 12 millions d'hectares sont travaillés en semis direct, soit 40 % de la superficie cultivée (*Revista de la Bolsa de cereales* de Buenos Aires, octobre-décembre 2001). L'abandon du labour traditionnel a profondément redéfini les méthodes culturales et le semis direct fait de l'Argentine l'un des premiers pays utilisateur de cette méthode conservatrice.

Tendance à l'accroissement de la taille des exploitations

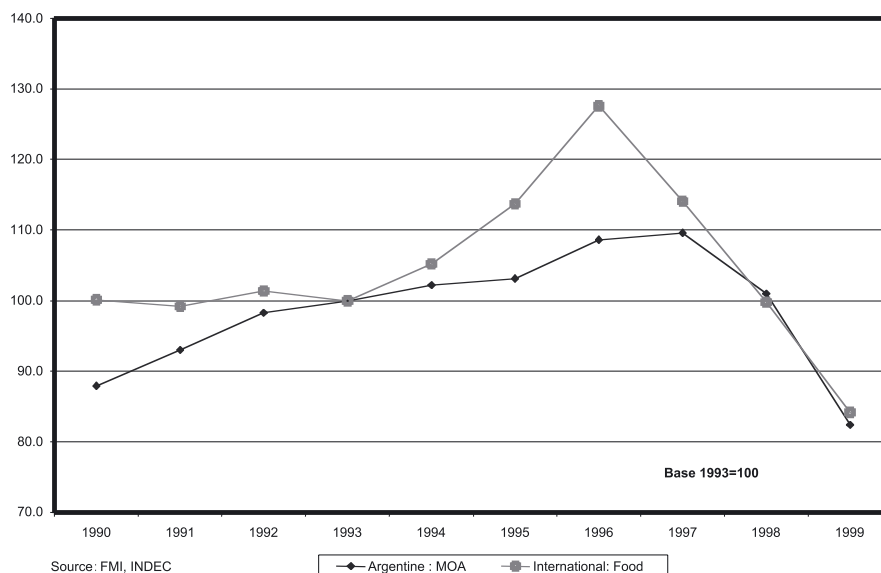
Le dernier recensement agricole date de 1988 et le prochain est en cours de réalisation. Dans des études intermédiaires, des changements évidents apparaissent à la fois dans la structure de la propriété foncière et dans la taille des exploitations : l'échelle de la production s'est profondément modifiée. Les résultats des études partielles révèlent en effet un processus de concentration. Néanmoins la disparition de nombreux petits producteurs a renforcé essentiellement des unités moyennes. Il s'agit de l'accroissement d'une tendance de la décennie 1980, lorsque l'agriculture avait pris le pas sur l'exploitation mixte ou exclusivement destinée à l'élevage. Il s'agissait déjà à l'époque d'un recentrage consistant simultanément à la perte en importance du *minifundio* et du *latifundio*.

Ce nouveau processus de concentration de la propriété tend à la formation de grandes unités gérées avec des méthodes capitalistiques, qui prennent place au côté de l'agriculture familiale qui travaille des exploitations de 100 à 500 hectares, selon les régions. Le prix du foncier a reflété la situation du secteur (hausse du prix moyen à l'hectare jusqu'en 1998). De 1992 à 1997, alors que la superficie moyenne est passée de 243 à 355 hectares (+ 46 %), le nombre des exploitations a diminué de près de 171 000 à un petit plus de 117 000 (- 31 %) (Mora et Araujo, 2000). Or, compte tenu du manque de rentabilité des unités de moins de 500 hectares, surtout dans la province de Buenos Aires, le mouvement de concentration devrait s'affirmer et le marché des terres à louer s'étendre.

Nous constatons ainsi que la priorité est donnée à l'agriculture dans la région pampéenne au détriment des anciennes exploitations mixtes, avec un recours de plus en plus massif aux intrants, dans un contexte sectoriel et macro-économique libéral où les producteurs se trouvent face aux signaux et aléas du marché mondial sans pouvoir compter sur des filets de sécurité et/ou des appuis publics. Ce processus se traduit par le renforcement des exploitations de type capitaliste. L'exploitation-type a une taille comprise entre 500 et 700 ha, segment qui devient prépondérant dans la structure agraire de la région pampéenne.

La nouvelle concentration n'est pas exempte d'effets sociaux négatifs car elle supprime des milliers de petits et moyens producteurs. Cette nouvelle agriculture productiviste en augmentant l'échelle de la production et, donc, la taille des exploitations, a introduit un biais contre la petite agriculture familiale et paysanne.

GRAPHIQUE N° 1 : PRIX INTERNATIONAUX DES BIENS ALIMENTAIRES, 1990 A 1999



MOA : manufactures d'origine agricole.

Source: Cristini, 2000

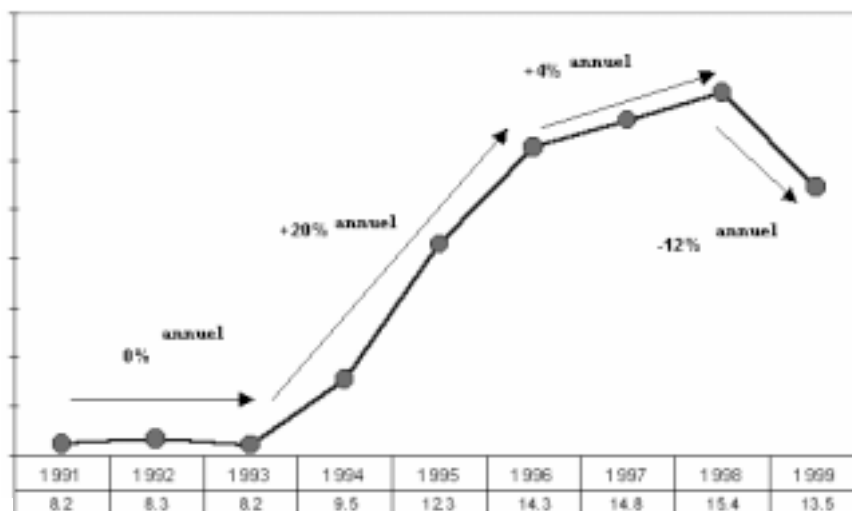
Détérioration de la rentabilité des exploitations

Il va de soi que les retombées négatives sur le plan socio-économique, dues à la disparition de plusieurs dizaines de milliers d'agriculteurs pampéens se sont vues aggravées par la crise de rentabilité déclenchée par l'effondrement des prix internationaux des grains et aliments exportés par l'Argentine (Graphique n° 1). Cependant, ces conséquences néfastes de la dégringolade des prix internationaux sur la rentabilité des exploitations n'épuise pas le sujet, loin s'en faut. Car l'agriculture pampéenne n'échappe pas aux contraintes et aux handicaps auxquels fait face l'économie argentine compte tenu des réformes structurelles mises en œuvre au début de la décennie 1990, qui ont été inachevées et/ou dévoyées.

Certes, les exportations agroalimentaires de l'Argentine n'ont cessé d'augmenter tout au long de la décennie, traduisant de forts gains de compétitivité. Et ce n'est qu'en 1999, par la conjonction de la chute des prix et la crise au Brésil, devenu entre-temps le principal marché pour l'Argentine, que les exportations ont chuté (Graphique n° 2).

Ainsi, nous devons aller au-delà d'une lecture chiffrée des performances accomplies par l'agriculture pampéenne pendant la décennie 1990. En effet, les niveaux atteints par le secteur agricole pampéen sur le plan du volume produit et des parts de marché gagnées à l'international ont été accompagnés d'une détérioration de la rentabilité des exploitations. Trois facteurs sont à la base de cette crise de rentabilité :

GRAPHIQUE N° 2 : ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS AGRO-ALIMENTAIRES ARGENTINES
(EN MILLIARDS DE DOLLARS)



Source : Estefanell, Mateu et Raposo, 2000

- Le coût du transport grève la compétitivité du secteur grains en Argentine et l'augmentation de la production de grains n'a pas eu son pendant au niveau logistique, principalement dans l'acheminement de la production vers les usines et les ports.
- La pression fiscale est pénalisante : l'État s'est désengagé de l'activité productive, mais ses finances publiques sont restées déficitaires et, pendant toute la décennie 1990, elles ont progressé plus fortement que le PIB. Un État toujours court en ressources ne pouvait pas relâcher la pression fiscale, le secteur agricole comme le reste de l'économie réelle en a fait les frais. Ainsi, la pression fiscale a eu tendance à croître et est devenue un véritable carcan pour la gestion des exploitations et, dès 1992, les organisations agricoles se sont plaintes de la « triple imposition » qui pèse sur le facteur terre : l'impôt fédéral sur le capital des producteurs, l'impôt sur le foncier prélevé par le gouvernement provincial et les taxes perçues par les municipalités. Le premier impôt a été supprimé en 1995 mais le deuxième a augmenté et d'autres taxes se sont ajoutées : taxe sur le gasoil (plus 0,12 dollar/litre) ; taxe sur les intérêts payés sur les emprunts bancaires, créée en décembre 1998, ce qui n'a fait que renchérir le coût du financement de l'agriculture ; enfin, un nouvel impôt appelé « sur la rente présumée », équivalent à 1 % de l'actif imposable, est introduit.

Une étude réalisée par le Département d'économie de AACREA, fait ressortir le lourd poids de la fiscalité, aggravé par l'introduction de ces nouveaux impôts et l'écrasement des marges brutes et du taux de rentabilité des exploitants (Castro et Zorraquin, 2000).

– Un endettement croissant et difficile à résorber : l'augmentation des coûts de production, liée à une utilisation croissante du paquet technologique, et la chute des prix internationaux à partir de 1998, a créé des difficultés importantes de remboursement et un endettement considérable de la plupart des exploitations pampéennes. En effet, si l'économie argentine a bénéficié de l'ouverture aux flux des capitaux internationaux, ce n'est guère le cas du financement agricole puisque ce sont toujours les banques du secteur public qui sont les bailleurs de fonds. Et les coûts d'intermédiation restent très chers, les taux d'intérêt désormais alignés sur une devise internationale forte, le dollar, étant élevés et positifs en termes réels.

À la fin des années 1990, le secteur devait 10 milliards de dollars, dont 6 à 7 auprès des institutions bancaires (plus de la moitié auprès du Banco Nación) et le reste auprès des agro-fournisseurs, des coopératives ou autres fournisseurs de services. La possibilité de refinancer les dettes contractées envers les banques explique la plus forte morosité de la dette commerciale. Les fabricants et vendeurs de machines et de tracteurs sont plus sollicités pour réévaluer les passifs que les fournisseurs de semences et de produits phytosanitaires. En conséquence, la demande en agro-fourriture, renforcée par l'adoption du semis direct, a eu tendance à diminuer, ce qui a fait chuter la production de 1999, tandis que la faillite de certains distributeurs et la vente de leur exploitation par des producteurs exsangues expriment le désarroi et l'impasse financière imparable.

En synthèse, les années 1990 se caractérisent par le franchissement d'un palier irréversible qui entraîne de grands changements dans le comportement des producteurs, dans les techniques de management et, plus encore, dans l'organisation économique et sociale du monde rural de la région pampéenne (exode rural, dépérissement des petites villes, concentration des réseaux de stockage et des fournisseurs, intervention des opérateurs de l'amont, firmes exportatrices et usines de trituration associées aux producteurs).

En ce qui concerne les méthodes de gestion des exploitations, la « technification » de l'agriculture pampéenne a pour corollaire un changement de mentalité de la part des producteurs, et une évolution de leur profil. Les producteurs pampéens sont des utilisateurs d'intrants et leur souci de préserver les sols contre l'érosion (éolienne surtout) est manifeste, à travers leur adoption rapide du semis direct. Le producteur pampéen est donc un entrepreneur agricole au fait des dernières cotations boursières, attiré par les innovations biotechnologiques et techniques. Mais, souvent, il n'est pas formé et, comme le fait remarquer M. Rodrigué, Président d'AACREA : « ... l'augmentation de l'utilisation de technologie et la hausse de la productivité de l'agriculture ont eu une croissance plus rapide que celles de la formation des producteurs à la gestion de leur exploitation » (2002). Et c'est par une attitude associative et le regroupement des producteurs que des besoins peuvent être satisfaits (achat de matériel, formation). Donc, au niveau des techniques agronomiques et de l'intensité d'utilisation des intrants, il faut relativiser les limites atteintes. En matière d'intensification, l'agriculture pampéenne reste loin derrière ses concurrentes européennes ou états-uniennes.

LE NOUVEAU CONTEXTE MACROÉCONOMIQUE : UN VOYAGE VERS LE PASSÉ ?

La production agricole de l'Argentine en général, et de la Pampa en particulier, est, en ces temps de crise nationale aux multiples facettes, plongée dans l'incertitude. Les mesures prises début 2002 ont handicapé les producteurs, en leur laissant peu de marge de manœuvre pour organiser la campagne agricole de 2003. Cependant, à moyen terme, après la désorganisation actuelle, et l'attitude de repli et d'attente de jours meilleurs, la reprise devrait intervenir grâce aux capacités de réactivité et d'adaptation de tout le secteur. Mais elle concernera moins de producteurs, les plus fragiles étant définitivement expulsés du secteur.

Transition délicate

« J'ai semé dans un pays et j'ai récolté dans un autre » : la formule oubliée revient, qui caractérise au mieux les changements de conditions de production et de commercialisation agricole, fin 2001 – début 2002. R Muñoz (2001) la reprend pour relever les revirements de situation dus principalement aux retraits bancaires réduits (le *corralito* instauré par l'administration de la Rúa), à l'abandon de la convertibilité (administration Duhalde) et au passage d'un dollar officiel (1 pour 1) à un dollar libre qui, en dix mois, s'est établi à 3,5 pour 1 environ.

Au début janvier 2002, la dévaluation, couplée à la « pesification » et au gel des dépôts bancaires (*el corralón*), ont déstabilisé et paralysé le secteur. En effet, l'absence de liquidités, le blocage des comptes bancaires, la conversion en pesos de transactions habituellement réalisées en dollars, les hésitations de la Banque centrale à fixer des règles concernant les contrats en dollars, ont désorganisé les opérations financières, commerciales et boursières : arrêt pendant plusieurs mois des cotations et des transactions du Marché à terme de la Bourse de Céréales de Buenos Aires, arrêt du remboursement des dettes, disparition du crédit agricole, etc. Toutefois, la dévaluation se traduit par une augmentation des gains exprimés en monnaie nationale (donc augmentation du pouvoir d'achat des producteurs sur le marché national), et une plus grande compétitivité sur les marchés internationaux. De même, la conversion en pesos des dettes bancaires contractées en dollar permet aux producteurs de solder leur passif.

Mais, ces effets plutôt positifs sont atténués par des mesures discriminatoires qui rendent dramatique la situation de certains producteurs :

- La restauration des rétentions à l'exportation prive les producteurs d'une partie de leurs revenus. Initialement de l'ordre de 10 % du prix FOB des matières premières agricoles (début mars 2002), cet impôt sur les exportations est passé un mois plus tard (décret du 7 avril 2002) à 20 % (23,5 % pour les huiles et tourteaux), le taux appliqué aux produits alimentaires restant à 5 %. L'expérience historique montre le caractère néfaste de cet impôt anti-exportation qui joue contre les avantages comparatifs. Par ailleurs, le dollar libre et plus cher entraîne un renchérissement de tous les biens importés et nécessaires à la production (intrants, machinerie agricole, assurances,

camionnette, gasoil éventuellement), auxquels les producteurs ont eu de plus en plus recours ces dernières années. L'effet substitution des importations peut jouer avec l'achat d'intrants produits localement, mais l'effort de technification du secteur va souffrir du ralentissement d'incorporation de biens importés.

- La « non-pesification » des 3 milliards de dollars de dette est contractée auprès des agro-fournisseurs (dérogation à la « pesification » des dettes). Des problèmes de trésorerie parfois insolubles, liés aussi au gel des dépôts et à l'absence momentanée de crédit agricole, se posent et les disponibilités financières manquent pour préparer la campagne 2003. Au début, la dette devait être remboursée selon une valeur indexée sur le prix des céréales. Or, dans ces conditions, tous les syndicats agricoles ont immédiatement demandé à leurs adhérents de suspendre le remboursement de leurs dettes auprès des agro-fournisseurs, les plus petits d'entre eux courant le risque de faire faillite. En juillet 2002, a été établi un dollar différent par type d'activité : moins 25 % du prix du dollar pour les producteurs endettés qui exportent des grains, moins 40 % pour ceux qui exportent de la viande, moins 50 % pour les producteurs laitiers et moins 60 % pour les producteurs de fruits et légumes.
- Enfin, l'État argentin a décidé de baisser de 10,5 % à 4,5 % l'IVA (équivalent de la TVA) perçu par les producteurs sur leurs ventes, tandis qu'ils vont continuer à payer 21 % sur leurs achats de biens de production. Dans le même temps, l'État n'arrivant pas à rembourser les agro-exportateurs aux dates prévues, la formation des prix et les activités des acteurs de la commercialisation des biens agricoles ont été très fortement perturbées, voire paralysées, et ont fragilisé en amont les producteurs (et autres acteurs) qui supportent le coût financier que ne veulent plus payer les banques, et que l'État ne peut plus assumer. De plus, les exportateurs payent 90 % de leurs dus aux producteurs, au moment de la remise de la marchandise, et ils se réservent le paiement des 10 % restants à 120 jours.

Ainsi, alors que la dévaluation semblait assurer une embellie aux producteurs, les surcoûts bancaires et fiscaux, et l'incertitude générale, génèrent de lourdes contraintes qui pèsent sur le secteur agricole. Pourtant, étant donné que la cessation de paiements de l'Argentine l'oblige à augmenter les recettes à l'exportation, seule source d'entrée financière, c'est ce secteur qui représente plus de 50 % des entrées de devises (mais aussi plus de 1,5 million d'emplois). Les taxes à l'exportation rapportent à l'État plus de 3 milliards de dollars (*Clarín*, 2002a).

L'hypothèque de 16 millions d'hectares transcrit la fragilité des producteurs, par ailleurs touchés par l'inflation qui gagne l'économie argentine. L'augmentation des prix a été de l'ordre de 40 % pour les 10 premiers mois de l'année 2002. Elle frappe durement les aliments de base du panier de la ménagère avec plus de 76 % de hausse des prix pour les biens courants.

Quelles perspectives ?

Au milieu du marasme actuel, l'avantage concurrentiel lié à la dévaluation raffermirait la position de l'Argentine sur les marchés internationaux, et la confirmation d'une tendance à la hausse des prix agricoles internationaux devrait

revigorer la trésorerie des producteurs argentins. Dans le cas du soja, dont la production de graines est désormais de l'ordre de 30 millions de tonnes, et qui est le premier poste agricole à l'exportation de l'Argentine (sous forme d'huile et de tourteaux), l'embellie résulte de l'équilibre presque atteint entre offre (présence plus faible des États-Unis, dont le volume de production est dépassé pour la première fois par l'Amérique du Sud) et demande (pays européens et pays asiatiques, Chine notamment). À court terme, les prévisions restent optimistes. De même, le maïs argentin bénéficie de la diminution de l'offre nord-américaine (États-Unis et Canada) et australienne, cette dernière étant également en baisse pour le blé.

En Argentine, en 2003, de nombreux exploitants ont été obligés de restreindre leurs vellétés de production. La diminution de l'utilisation d'intrants (aucun achat pendant le premier trimestre 2002, contre 250 000 t. au premier trimestre 2001 : *Clarín*, 2002b) et le retour au labour traditionnel ont perturbé le système productif et devaient se traduire éventuellement par une augmentation des surfaces cultivées pour enrayer la perte de rentabilité et assurer un revenu acceptable. Le soja et le maïs devaient être moins délaissés que le blé (*Clarín*, 2002c).

Plus structurellement, une autre limite s'oppose à une reprise sereine du développement du secteur : l'Argentine n'a pas encore la logistique de transport (routier, ferroviaire, fluviale) nécessaire à son niveau de production (Pontón, 2002). Le goulot d'étranglement se resserre tous les ans au moment de la récolte, les difficultés d'écoulement étant amplifiées par l'insuffisance des infrastructures de stockage. Malgré tout, il est atténué par l'ouverture de silos portuaires par les exportateurs et l'adoption par les producteurs des *silo-bolsas* (tunnels de plastique de plusieurs dizaines de mètres de long, remplis à même le champ et stockés pendant plusieurs mois sur place).

Contrairement à une grande partie des secteurs entrepreneuriaux urbains, endettés et favorables à un abandon de la convertibilité et à la dévaluation, le secteur agricole n'a jamais fait pression pour un changement de la donne macro-économique en Argentine. C'est grâce à la stabilité établie dans les années 1990, tant d'un point de vue monétaire que financier, que l'agriculture a accompli le formidable saut en avant qui a replacé l'Argentine parmi les grands pays agricoles du monde. Or, lorsque la crise politique, économique, financière et sociale atteint son paroxysme, durant les mois de décembre 2001 à avril 2002, les producteurs pampéens moissonnaient blé et maïs, soja et tournesol. Préoccupés par la récolte (et par des aléas climatiques), ils s'interrogeaient sur leurs possibilités de remboursement de leurs dettes, auprès des banques et auprès des agro-fournisseurs, et sur leurs capacités de financement de la campagne 2002-2003. Une alternative s'offrait à eux : vendre la production (grains, bétail prêt) ou la stocker, tout ou partie, tel un capital thésaurisé et négociable plus tard. Cette décision pèsera sur l'entrée d'un tiers des devises gagnées par l'Argentine à l'exportation, devises dont elle a plus que jamais besoin (*Clarín*, 2002d). En 2001, sur 26 milliards de dollars de gains, 8,5 milliards sont obtenus en vendant des biens agricoles, dont 5 milliards correspondent à la filière soja, et 2,5 au blé et au maïs.

Cependant, dans la tourmente nationale actuelle, comme dans celles vécues précédemment, les acteurs du secteur agricole et agro-alimentaire argentins savent et peuvent, pour une grande partie d'entre eux, déployer des

capacités salutaires de réactivité et d'adaptation. L'habitude de l'incertitude, des crises et des bouleversements conjoncturels a, en effet, forgé et affiné des comportements d'adaptation remarquables. En ce début de XXI^e siècle, après une décennie 1990 de libéralisation macro-économique, le contexte national de dévaluation et de renchérissement des coûts de production, et le contexte international de négociations commerciales à l'OMC, peuvent être considérés comme des périodes d'opportunités porteuses d'avenir pour ceux qui auront les ressources de résister à la tourmente économique, les autres producteurs ne pouvant pas perdurer. Mais l'incertitude ambiante, le non-respect fréquent des contrats et l'insécurité juridique se conjuguent avec des menaces de retour à l'instabilité monétaire qui font craindre une réminiscence de la situation qui prévalait avant les années 1990. Au lieu d'un progrès constant dans les quantités produites et dans les gains de compétitivité, un processus classique de *stop and go* s'installerait, les surfaces semées et les grains cultivés seraient très variables, au gré des signaux macro-économiques : niveaux des taxes à l'exportation, des prix et des impôts comme celui sur le gasoil, niveaux des prix internationaux, parité peso/dollar, etc.

Bibliographie

- Castro Maria et Zorraquin Teodoro, 2000, « *Análisis del impacto de impuestos y tasas sobre empresas agropecuarias* », Buenos Aires, AACREA, Area de Economía, septembre.
- Clarín, 2002a, « Subieron las retenciones y recaudarán US\$ 3000 millones », 5 avril.
- Clarín, 2002b « Un ambiente agitado », 13 avril.
- Clarín, 2002c, « La vaca argentina no da más leche », 13 avril.
- Clarín, 2002d, « Como seguimos? », 13 avril.
- Cristini, Marcela, 2000, « *La definición estratégica de las instituciones públicas agropecuarias en la Argentina: la misión y el plan de acción de la SAGPyA. 2000-2005.* », octobre.
- De Obschatko, Edith s. et Estefanell, Gonzalo A., 2000, « *El sector agroalimentario argentino 1997-1999* » IICA-Argentina, données de SAGPyA, Dirección de Producción Agrícola, marzo.
- Estefanell, Gonzalo A., Mateu, Pablo et Raposo, Daniela, 2000, « *Exportaciones agroalimentarias argentinas en los 90's* » IICA-Argentina, d'après les données de l'Indec, octobre.
- Ferrés, Pablo, 2002, « La experiencia de la agroexportación », *Revista de la Bolsa de Comercio de Rosario*, n° 1487, Agosto, p. 42-47
- Ghezan, G, Mateos, M. et Elverdin, J., 1999, « *Impacto de las políticas de ajuste estructural en el sector agropecuario y agroindustrial: el caso de Argentina* », Buenos Aires, CEPAL, roneo,
- Hillcoat, Guillermo, 2000, *Note sur l'agriculture argentine : performance du secteur grains et négociations dans l'OMC*, Paris, Université Paris I, Textes de recherche de l'ledes (Institut d'étude du développement économique et social), n° 39, janvier.
- Ingaramo, Jorge, 2002, « Hacia mayo de 2003 », *Clarín*, 17 août.
- Mora y Araujo (et alter), 2000, *Présentation Port Ingeniero White*, Bolsa de Cereales de Buenos Aires, marzo.

- Muñoz, Reinaldo, 2002, « *Agroeconomía argentina – temporada 2001-2002* », Communication lors du voyage d'études de Demeter (Association de responsables agricoles français) en Argentine, Pergamino, INTA, 8 avril.
- Muñoz, Reinaldo, 2001, « La incertidumbre política y económica y el agro: temporada 2001-2002 », *Panorama agrario mundial*, Pergamino, INTA, n° 219, diciembre, p 38-42
- Obschatko, Edith S. de, et Estefanell, Gonzalo A., 2000, « *El sector agroalimentario argentino 1997-1999* », IICA-Argentina, données de la SAGPyA, Dirección de Producción Agrícola, marzo.
- Pontón, Rogelio, 2002, Intervention au 1° Congreso de agronegocios, relatée dans l'article « Estrategias para crecer », *Super Campo*, n° 95, agosto, p. 6-9
- Reca, Lucio G. et Parellada, 2001, « La agricultura argentina a comienzos del milenio: logros y desafíos », *Desarrollo Económico*, Vol. 40, n° 160, enero-marzo, p. 707-737.
- Revista de la Bolsa de Cereales de Buenos Aires*, 2001, « Las diez tendencias que seguirá el agro », n° 3028, oct.-dic., p. 16-17.
- Rodrigué, Marcos, 2002, « Desafíos que enfrenta la producción », *Revista de la Bolsa de Comercio de Rosario*, n° 1486, Abril, p. 32-33.
- Tarche, Benoît, 2002, « La guerre des intrants agricoles aura-t-elle lieu? », *Lettre de l'Argentine et de l'Uruguay*, Missions économiques des Ambassades de France, n° 8, avril.

RÉSUMÉ – RESUMEN – ABSTRACT

Dans le chaos politique, social et économique qui s'est installé en Argentine à partir de décembre 2001, l'agriculture pampeenne a bénéficié de mesures conjoncturelles telles que la dévaluation. Mais elle souffre également d'une plus forte pression fiscale (retour des rétentions aux exportations) et d'un endettement qui conduit, parfois, les petits producteurs à la faillite. Le XXI^e siècle commence donc sous le signe de l'incertitude, après des années 1990 synonymes de stabilité et de progression de la productivité.

En el caos político, social y económico en el cual se vio envuelta la Argentina a partir de diciembre 2001, la agricultura pampeana se benefició de medidas coyunturales como la devaluación. Sin embargo, sufre una presión fiscal más fuerte (vuelta de las reten-

ciones a las exportaciones) y un endeudamiento que provoca, a veces, la quiebra de los pequeños productores. El siglo XXI comienza, así, bajo el signo de la incertidumbre, después de una década como la de los años noventa, sinónima de estabilidad y de progreso de la productividad.

In the political, social and economic chaos which began in Argentina in December 2001, pampas agriculture benefited from some of the measures arising from the economic conditions, such as devaluation. However, it also suffered from a heavy fiscal load (the return of retentions on exportations) and debts which sometimes led to the bankruptcy of smaller producers. The 21st century therefore begins with signs of uncertainty, after the 1990s synonymous with stability and advances in productivity.

Mots-clés : Pampa argentine, agriculture, crise, dévaluation, exportations

Palabras claves : Pampa argentina, agricultura, crisis, devaluación, exportaciones

Keywords : Argentine pampas, agriculture, crisis, devaluation, exportations